

Ruptures européennes

LA FORCE TRANQUILLE des « non » de la France et des Pays-Bas aux référendums sur le traité constitutionnel européen (TCE) est encore loin d'avoir produit tous ses effets. Mauvais perdants, la plupart des dirigeants des partis de gouvernement français et la quasi-totalité des médias n'ont pas accepté le verdict du suffrage universel et ont rageusement incriminé un peuple victime du « populisme », voire du « national-populisme », et qui se serait lui-même tiré une balle dans le pied. Néanmoins, certains autres partisans du « oui », plus lucides, savent bien que l'Europe, telle qu'elle se construit concrètement, n'est plus une évidence se passant de toute démonstration.

Ainsi Philippe Moreau Defarges (1) considère qu'une « remise à plat » de la construction communautaire est inévitable, et il envisage quatre scénarios pour l'avenir de l'Union européenne : un éclatement brutal, une décomposition lente, un rafistolage assurant une certaine survie, et un « bien improbable » sursaut fédéral. Le plus étonnant, dans son argumentation, c'est qu'à aucun moment n'est prise en considération l'une des principales raisons du vote « non » : la tentative d'imposer, au nom de l'Europe, un modèle économique et social néolibéral largement rejeté.

En revanche, cette dimension a été bien perçue par Sophie Meunier, également favorable au TCE, dans son ouvrage (2) consacré à l'histoire et aux mécanismes de gestion des négociations menées par l'Union au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans les accords bilatéraux. Elle reconnaît en effet que « la nature changeante du commerce » – pour parler clair, le rôle central du libre-échange dans le dumping social, fiscal et écologique mondial – pose un problème de légitimité : « Les griefs portant sur la nature antidémocratique de la politique commerciale sont susceptibles de devenir particulièrement vifs dans l'Union, où le déficit démocratique suscite des plaintes constantes depuis dix ans. Le problème de la légitimité des institutions permettant l'élaboration de politiques commerciales ne saurait donc

être pris à la légère. »

Dans son dernier livre (3), Jacques Sapir se félicite de la rupture historique avec plus de vingt ans d'euro-libéralisme intervenue le 29 mai 2005 en France : le TCE aurait retiré définitivement aux citoyens les instruments du changement économique et social. Par un démontage érudit de la notion de « concurrence libre et non faussée », il met à bas les fondements théoriques non seulement du défunt traité, mais du cours même de la construction européenne.

Constatant l'ampleur du désastre euro-libéral, l'auteur affirme qu'« il est l'heure d'être radical », si du moins on est partisan d'une Europe des solidarités et des harmonisations vers le haut. Et radical, il l'est effectivement par trois propositions. En premier lieu, vis-à-vis du reste du monde, il préconise le retour à la préférence communautaire des origines de la construction européenne, c'est-à-dire, ici, un protectionnisme social et écologique qui ne serait pas pour autant égoïste, les droits de douane supplémentaires perçus par l'Union pouvant être reversés à des caisses régionales de développement. En deuxième lieu, il suggère d'en finir avec le dumping généralisé que les politiques et les traités européens organisent au sein même d'une Union à vingt-cinq et bientôt à trente. Quant à la troisième proposition, celle de transformer l'euro en monnaie commune et non plus unique pour un certain nombre de pays, elle fera tout autant bondir ceux qui ne se posent pas de questions. Pour les autres, les propositions de Jacques Sapir constituent une contribution significative à la « remise à plat » qu'exige l'impasse actuelle de la construction européenne.

BERNARD CASSEN.

(1) Philippe Moreau Defarges, *Où va l'Europe ?*, Eyrolles, Paris, 2006, 192 pages, 15 euros.

(2) Sophie Meunier, *L'Union fait la force. L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Presses de Sciences Po, Paris, 2005, 272 pages, 22 euros.

(3) Jacques Sapir, *La Fin de l'euro-libéralisme*, Seuil, Paris, 2006, 182 pages, 18 euros.

TROIS LIVRES SUR LES BANLIEUES

Des mots contre les maux

VOILÀ UN LIVRE qui accroche par son titre : *Les Banlieues, le Proche-Orient et nous* (1). Quel rapport entre les banlieues et le Proche-Orient ? L'ouvrage se présente comme un dialogue à trois personnalités qui, entre le printemps 2003 et l'été 2005, ont sillonné la France, pour aller à la rencontre des jeunes (et des moins jeunes), notamment en banlieue.

Différents par leurs parcours comme par leur sensibilité, Leila Shahid, alors déléguée de la Palestine en France, Michel Warschawski, militant anticolonialiste israélien, et Dominique Vidal, journaliste au *Monde diplomatique* et historien, reviennent sur cette aventure, en premier lieu sur le contenu de ce dialogue à dix-huit mille voix. Le lecteur découvre ainsi, au fil des pages, une volonté partagée de créer des moments d'échange, loin du traitement caricatural de l'actualité par les médias. Il mesure en particulier que le conflit du Proche-Orient n'est pas religieux, mais politique – à preuve le développement d'initiatives de solidarité et de résistance communes entre Palestiniens et Israéliens. Il fait aussi connaissance avec des « jeunes de banlieue » qui ne correspondent pas à l'image qu'en donnent la radio et la télévision.

La démarche du « trio » traduit avant tout une volonté de déconstruire les préjugés, les raccourcis. Au fur et à mesure que l'aventure prend corps sous nos yeux, voilà que s'affirme le lien entre ici et là-bas : la lutte contre le piège du « choc des civilisations » se mène au Proche-Orient comme

en France, les interrogations sur le conflit israélo-palestinien font écho aux questions qu'on se pose dans les quartiers...

La révolte des banlieues de novembre n'a pas surpris le « trio » : ce qu'il a constaté durant presque trois années l'y avait préparé. La surprise qu'ont provoqué ces événements chez d'autres révèle l'existence d'un véritable « mur » d'incompréhension entre médias, instances politiques et milieux populaires. Ainsi, l'expression « Intifada des banlieues » désignait clairement les jeunes des quartiers comme étrangers à la société française, alors qu'ils se revendiquent comme français.

CF MUR TRANSPARENT, Hacène Belmes-sous l'analyse de manière très pertinente dans *Mixité sociale : une imposture* (2). A travers l'histoire de trois décennies de politique de la ville et d'évolution de l'école, il met en évidence en quoi cette « mixité » est un mythe et quelle idéologie la sous-tend. Elle a d'ailleurs été mise à mal par le mouvement de révolte de novembre 2005. Des chercheurs et des acteurs de la vie locale et associative tentent de le comprendre dans un livre collectif : *Banlieue, lendemains de révolte* (3). Face aux problèmes sociaux, on répond par le tout-sécuritaire et l'insécurité sociale. C'est là un échec social et politique que la gauche n'a pas su éviter et qu'elle ne sait toujours pas comment surmonter.

Mais l'apport principal de la « tournée des villes et des banlieues », c'est d'avoir confirmé qu'il est possible d'élargir les

cercles de solidarité dans la diversité : entre centres-villes et banlieues, entre élus et militants, entre associations traditionnelles et mouvements issus de l'immigration. Le « trio » a travaillé sur les mots (choc des civilisations, islamisation de la France...) qui cachent des maux (colonisation, inégalités sociales...). En banlieue, on ethnicise les problèmes sociaux, comme au Proche-Orient on déshumanise un peuple – ainsi que l'illustre si bien le dernier film du cinéaste israélien Avi Moghrabi, *Pour un seul de mes deux yeux*.

Au terme de deux ans et demi de débats, le livre refermé, l'espoir grandit d'une alliance entre les jeunes des cités et les forces de renouveau, en premier lieu altermondialistes. Cette alliance est nécessaire pour changer les choses ici comme pour avancer vers une paix juste entre Israël et Palestine.

Au fond, ce livre témoigne d'une autre manière d'agir ensemble, d'un « nous » alternatif. Qui part du conflit au Proche-orient pour en garder le *ta'ayoush* (vivre ensemble) que des Palestiniens et des Israéliens appellent de leurs vœux. Et dont rêvent ici tant de jeunes, issus ou non de l'immigration.

NOURHEN IMMARRAINE.

(1) Leila Shahid, Michel Warschawski et Dominique Vidal (avec Isabelle Avran), Les Editions de l'Atelier, Paris, 2006, 158 pages, 17 euros.

(2) L'Atalante, 2006, 142 pages, 9,70 euros.

(3) La Dispute, Paris, 2006, 154 pages, 9 euros.

VIOLENCE SOCIALE ET MÉPRIS DES ÉLECTEURS

Comment reconstruire la démocratie ?

« **D**ÉMOCRATES » se disent les néo-libéraux, « grand démocrate » se proclame George Bush – et pourtant « démocratie ! » exigent les adversaires du libéralisme. Dès lors, il convient de revenir à quelques définitions de base afin de retrouver le sens du mot « démocratie ». « *Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* », telle qu'elle est définie dans l'article 2 de la Constitution française, la démocratie est-elle encore un facteur de progrès politique et social ? Peut-elle même constituer un processus révolutionnaire ? Et comment le peuple peut-il en tirer partie sinon en exigeant la fin de la tragédie sociale ?

Le sociologue Francis Farrugia (1) pense la liberté humaine au travers du « *pacte social* ». Or, comme celui-ci est aujourd'hui dérégulé, la liberté reste un mot pour qualifier un idéal. Le sociologue autopsie alors le sens de ce basculement en comparant l'avant et l'après-révolution industrielle. Avec une écriture passionnante, il propose une généalogie de l'homme social mettant en évidence le

non-sens du libéralisme, cette « *économie de combat* », qui n'est plus qu'un instrument destiné au profit particulier. Pourtant la démocratie l'a aidé. Comment celle-ci a-t-elle pu servir de matrice à la tragédie de l'exclusion ? Et pourquoi cette tragédie reproduit-elle les formes politiques féodales ? L'auteur fait pamphlet : il pense les valeurs fondamentales de la modernité en expliquant la désintégration sociale et redonne sens au projet républicain et humaniste

Autour d'une mosaïque d'auteurs, l'ouvrage de l'universitaire Pierre Bouvier (2) retrace quant à lui l'histoire du lien social dans sa pratique et sa théorie. Il permet de mieux comprendre l'exclusion et l'*acclusion* (3) comme des conséquences de ce « *monde d'opposition universelle* » produit par le libéralisme. Ce livre pense le désenchantement, la déshérence, le délitement du lien social et la réification du monde. Il est aussi une critique de la captation du temps de loisir par les symboliques télévisuelles véhiculant que « *chacun instrumentalise les autres et ne cherche qu'à privilégier Ego* ». Faisant

retour à hier pour mieux comprendre aujourd'hui, des penseurs du contrat social aux squatteurs et aux repas de quartier, en passant par les Lumières, l'auteur trace des chemins précis confrontant l'idéal du vivre ensemble à la division humaine de la mondialisation qui nie la constitution historique et optimiste du sujet.

PAR SUITE, en s'en tenant à la stricte explication, Daniel Gaxie (4) examine l'actualité de ce qu'il nomme – après Albert Hirschmann – l'« arène politique ». L'homme politique est-il devenu un pur cynique dès l'instant où il s'est coupé des autres acteurs politiques ? Entre stratégies, « jeu » de pouvoir et *cursus honorum*, l'auteur met au jour les mécanismes internes de la compétition politique. Il révèle l'instrumentalisation de la démocratie représentative, devenu le lieu d'un nouveau marché où l'image, la démarcation, la lutte pour les postes et l'espérance du gain l'emportent sur la vertu civique. Le sens accordé au citoyen, cet autre consommateur, et l'idéologie qu'il subit y sont par ailleurs formulés : « *La lutte politique agit ainsi sur le monde en "travaillant" les principes qui guident sa perception* »

Parachevant la réflexion sur la démocratie, la représentation politique et le lien social, *Quelle démocratie voulons-nous ?* (5) est un livre de débat et de refondation politique. À l'initiative du sociologue Alain Caillé, onze auteurs,

tous plus ou moins proches de l'association Attac, ont réalisé de courts textes donnant leur conception de la démocratie. Sommes-nous en démocratie ? Qu'est-ce que la démocratie et quels sont les obstacles qu'elle rencontre ? Qu'est-ce qui permettrait son renouveau ? Les auteurs ouvrent la voie à une critique profonde du néolibéralisme et interrogent constamment le sens des propositions politiques. La décentralisation est-elle un choix pertinent ? L'absence de limites données aux passions, l'*hubris*, est-elle une solution à plus de liberté pour les citoyens ?

En ne s'arrêtant jamais au constat, les auteurs construisent des remèdes pour une vraie démocratie dans laquelle la liberté s'affirme sous plusieurs faces : refus de l'exploitation des hommes, recomposition du lien social, souveraineté populaire, socialisme libertaire, suffrage universel, humanisme, anti ou altermondialisme et impératif écologique.

JÉRÉMY MERCIER.

(1) Francis Farrugia, *La Construction de l'homme social. Essai sur la démocratie disciplinaire*. Syllepse, Paris, 2005, 156 pages, 16,50 euros

(2) Pierre Bouvier, *Le Lien social*, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2005, 397 pages, 8,50 euros.

(3) Oscillation entre inclusion et exclusion.

(4) Daniel Gaxie, *La Démocratie représentative*, Montchrestien, Paris, 2003, 160 pages, 11 euros.

(5) Alain Caillé (sous la dir. de), *Quelle démocratie voulons-nous ? Pièces pour un débat*, La Découverte, Paris, 2006, 142 pages, 8 euros.